

Aperçu sur l'assurance TAKAFUL au Maroc

Faissal OUALI OUBAHA

Master en finance islamique à l'FSJES de Rabat

Présente dans plus de 75 pays, l'assurance TAKAFUL a vu le jour dans les années 1970 suite au développement exponentiel du système financier islamique, et s'est propagée dans d'autres coins du monde.

Le TAKAFUL est un modèle d'assurance participative éthique, rentable et socialement responsable, basé sur les normes et règles de la Charia Islamique, or, cette assurance ne peut être spéculative, incertaine, ambiguë ou entaché d'intérêt. Il dérive du verbe arabe "KAFALA", qui signifie "se garantir l'un l'autre".

Le régulateur international de la finance islamique AAOIFI a défini le TAKAFUL dans sa norme numéro 26 comme : "l'assurance islamique est un accord entre un groupe de personnes contre des risques spécifiques imprévisibles qu'ils peuvent affronter. Cet accord ainsi introduit, porte sur le versement des contributions à titre de donations, et conduit à la création d'un fonds d'assurance qui jouit du statut d'une entité juridique, autonome et financièrement indépendant. Les ressources de ce fonds sont utilisées pour indemniser tout souscripteur contre un risque prescrit dans le contrat, conformément aux règles et procédures de la police d'assurance". Donc, c'est un système de prévoyance basé sur la coopération mutuelle et l'assistance entre le groupe des souscripteurs pour faire face à divers risques.

Début de l'histoire:

Le processus d'installation d'un système financier islamico-participatif Marocain dont le TAKAFUL a fait partie prenante, est en modeste progression. Après l'adoption de la loi 59.13 modifiant et complétant la loi 17.99 portant le code des assurances, plusieurs acteurs de l'assurance classique ont exprimés leurs intérêts à investir dans l'industrie Takafulique.

Selon certains académiciens et professionnels, la naissance de ce nouveau-né est considérée comme une fausse-couche, en se limitant au TAKAFUL famille (contrat d'épargne et de retraite...) sans pris en considération le TAKAFUL général (automobile, RC pro...) qui s'accapare la première place du podium. Et face à cette situation, les banques participatives la partie intégrante du puzzle, vont affronter de sérieux soucis lors de financement des dossiers de l'immobilier et l'équipement

de leurs clientèles. Ce genre de transactions nécessitent la souscription des assurances Takaful décès-invalidité et celle de multirisque habitation. La première souscription appartient à la branche family Takaful et la deuxième intègre le périmètre de general Takaful, ce qui rend les choses difficiles en absence d'un pack et d'une gamme Takafulique très complète.

En matière de gestion de la liquidité, la réglementation actuelle exige aux acteurs d'assurance, le placement de 30% de leurs fonds dans l'obligataire (bons de trésor...) prohibé par la Charia, et 5% des placements dans les Sukuks à l'international. Et face à cette situation, l'Etat et ses régulateurs concernés (Ministère de l'Economie et des Finances et AMMC) doivent accélérer la cadence réglementaire en matière des SUKUK souverains, des mécanismes indispensables pour le placement de la liquidité des futures banques et compagnies d'assurances islamiques, ou d'augmenter temporairement le pourcentage réservé aux placements à l'étranger.

Une autre chose, qui fait que l'œil des académiciens et des professionnels jamais ne se repose, est le modèle de rémunération de potentiels opérateurs de Takaful nommé wakala (contrat d'agence), un modèle économique peut rentable pour certains futurs acteurs de Takaful, à l'inverse des autres modes de gestions comme le modèle Modaraba (gestion pour compte moyennant une participation aux bénéfices) et le modèle hybride (wakala pour la gestion technique et modaraba pour l'investissement).

La loi régissant le secteur oblige les opérateurs Takaful à créer des filiales dédiées (stand-alone) et non des fenêtres Takaful (windows) comme le cas des banques participatives. Pour l'exercice du métier, l'autorité tutelle délivrera les agréments par segment, c'est-à-dire, les organismes d'assurance ne peut pratiquer que les opérations pour lesquelles ont obtenu l'agrément (Takaful vie ou non vie, crédit et caution, réassurance).

Les échos des prochaines circulaires de l'ACAPS :

Les échos proviennent des sources proches du dossier, prévoient que le régulateur du secteur des assurances au Maroc semble bien conscient aux craintes et doléances des parties prenantes du secteur.

Le mode de gestion de Takaful semble être un modèle hybride. Les futures compagnes de Takaful sont soumises à des exigences élevées en termes de transparence, de gouvernance, d'éthique et de la Charia. Ils seront tenues de mettre en place une fonction de conformité Charia internes chargée de contrôle de la

conformité des opérations d'assurances et/ou de réassurance Takaful aux avis conformes de la Commission Sharia de la finance participative émanant du conseil supérieur des Oulémas.

Le projet de circulaire fixant les dispositions spécifiques relatives à l'assurance Takaful prévoit l'élargissement de la liste catégorielle d'opérations d'assurance en intégrant le Takaful famille (vie, décès, maternité...), Takaful général (auto, RC, incendie...), assurance-crédit et caution ainsi que la réassurance Takaful, ce qui rend l'offre régulière et complète.

Ladite circulaire incitera les futures compagnes de Takaful à constituer des provisions techniques, ce qui va diminuer les excédents générés par les pools Takaful et augmenter le coût de ce service surtout dans les premières années de l'activité.

En matière de "l'assurance des assureurs ", les opérateurs de Takaful agréés seront obligés de transférer une partie de risque que représente l'assurance primaire auprès d'un réassureur Takaful, sauf en cas d'absence ou d'insuffisance de l'offre de réassurance Takaful et après le visa de l'ACAPS.

Pour les intermédiaires d'assurance conventionnel agréés, ils peuvent solliciter l'extension d'agrément pour commercialiser les packages de Takaful auprès du régulateur, après avoir remis les pièces justificatives de leurs compétences dans le domaine.

Et pour finir...

Comparé aux pays du Moyen-Orient, de l'Asie de sud-Est et de l'Europe, les pouvoirs publics doivent agir d'urgence pour rattraper le retard enregistré dans le secteur financier islamico-participatif en général et dans le marché de Takaful en particulier, un secteur ayant les meilleures perspectives d'emploi, de mobilisation de l'épargne financière et de sécurité sociétale, mais nécessite beaucoup plus d'innovation, de créativité, de vulgarisation et d'une promotion efficace auprès du grand public.